COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Séance du 24 novembre 2006
(convocation du 13 novembre 2006)

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Quatre Novembre Deux Mil Six à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Alain ROUSSET, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. ROUSSET Alain, M. JUPPE Alain, M. HOUEBERT Henri, M. BOBET Patrick, M. BRANA Pierre, M. BRON Jean-Charles, M. BROQUA Michel, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Alain, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, Mme DESSERTINE Laurence, M. DUCHENE Michel, Mme FAYET Véronique, Mme EYSSAUTIER Odette, M. MARTIN Hugues, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, Mme LACUEY Conchita, M. LAMAISON Serge, M. MERCIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. PUJOL Patrick, M. SAINTE-MARIE Michel, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, M. VALADE Jacques, M. ANZIANI Alain, M. BANAYAN Alexis, M. BANNEL Jean-Didier, M. BAUDRY Claude, M. BELIN Bernard, M. BELLOC Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, Mme BOURRAGUE Chantal, Mme BRUNET Françoise, M. CANOVAS Bruno, Mme CARLE DE LA FAILLE Marie Claude, M. CARTI Michel, M. CASTEL Lucien, M. CASTEX Régis, M. CAZENAVE Charles, M. CHAZEAU Jean, Mme CONTE Marie-Josée, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANE Michel, Mme DARCHE Michelle, Mme DE FRANCOIS Béatrice, Mme DELAUNAY Michèle, M. DELAUX Stéphan, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, Mme DUBOURG-LAVROFF Sonia, M. DUCASSOU Dominique, Mme DUMONT Dominique, M. DUPRAT Christophe, M. DUTIL Silvére, Mme FAORO Michèle, M. GRANET Michel, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. HERITIE Michel, M. HOURCQ Robert, M. HURMIC Pierre, Mme ISTE Michèle, M. JAULT Daniel, Mme JORDA-DEDIEU Carole, M. JOUVE Serge, M. JUNCA Bernard, Mme KEISER Anne-Marie, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIRE Pierre, M. MANGON Jacques, M. MANSENCAL Alain, M. MAURIN Vincent, M. MERCHERZ Jean, M. MILLET Thierry, M. MOULINIER Maxime, M. NEUVILLE Michel, Mme NOEL Marie-Claude, Mme PARCELIER Muriel, M. PETIT Alain, M. POIGNONEC Michel, M. PONS Henri, Mme PUJO Colette, M. QUERON Robert, M. RESPAUD Jacques, M. SARRAT Didier, M. SEGUREL Jean-Pierre, M. SIMON Patrick, M. TAVART Jean-Michel, Mme TOUTON Elisabeth, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. CAZABONNE Didier à M. GELLE Thierry (à cpter de 11 h 45)	M. GOURGUES Jean-Pierre à M. MERCIER Michel
M. DAVID Alain à Mme. LACUEY Conchita	M. GRANET Michel à M. COUTURIER J. Louis (à cpter de 11 h 00)
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. MARTIN Hugues	M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. GUICHOUX Jacques (jusqu'à 10 h 10)
M. FELTESSE Vincent à M. SEGUREL Jean-Pierre	Mme JORDA-DEDIEU à Mme FAYET Véronique (jusqu'à 10 h 10)
M. SEUROT Bernard à M. SOUBIRAN Claude	M. JUPPE Alain à M. CAZABONNE Alain (à compter de 10 h 30)
Mme. BRACQ Mireille à Mme. BRUNET Françoise	Mme KEISER Anne-Marie à M. DUTIL Silvére (jusqu'à 10 h 10)
M. BREILLAT Jacques à M. CASTEL Lucien	M. MAMERE Noël à M. DANE Michel
M. CANIVENC René à M. QUERON Robert	M. MARTIN Hugues à M. DUCHENE Michel (à cpter de 12 h 00)
Mme. CAZALET Anne-Marie à Mme. PUJO Colette	M. MONCASSIN Alain à M. TOUZEAU Jean
M. DAVID Jean-Louis à Mme. DUBOURG-LAVROFF Sonia	M. PONS Henri à M. NEUVILLE Michel (à cpter de 10 h 30)
M. FAVROUL J. Pierre à M. MARTIN Hugues (jusqu'à 12 h 00)	M. QUANCARD Joël à M. DUPRAT Christophe
M. FAVROUL J. Pierre à M. MANGON Jacques (à cpter de 12 h 00)	M. REBIERE André à M. CASTEX Régis
M. FAYET Guy à M. FLORIAN Nicolas	M. REDON Michel à M. RESPAUD Jacques
M. FERILLOT Michel à M. BAUDRY Claude	Mme VIGNE Elisabeth à Mme. WALRYCK Anne
M. FEUGAS Jean-Claude à M. CHAZEAU Jean	

ABSENT :

M. CORDOBA Aimé

LA SEANCE EST OUVERTE

Rémunération des agents non titulaires - Décision

Monsieur FREYGEFOND présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

1- Situation actuelle

Le cadre législatif de la rémunération des agents non titulaires de droit public est fixé par l'article 136 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 qui précise que ceux-ci sont soumis aux dispositions de l'article 20 al 1 et 2 de la loi du 13 juillet 1983, posant ainsi le principe d'une rémunération d'agents non titulaires identique à celles des fonctionnaires.

Les agents non titulaires de droit privé restent exclus de cette réglementation.

Il en est de même :

- des collaborateurs de cabinet dont la rémunération est désormais encadrée par le décret n°2005-618 du 30 mai 2005,
- des collaborateurs de groupe d'élus dont les conditions de recrutement sont prévues dans la loi n°95-65 du 19 janvier 1995 et dont la rémunération est fonction de l'enveloppe allouée au groupe d'élus.

La nécessité de fixer des règles :

Le cadre législatif énoncé plus haut n'a jusqu'à ce jour jamais été explicité dans une délibération communautaire, seule la délibération du 23 juillet 1999 prévoit l'extension de l'attribution du régime indemnitaire aux agents non titulaires de droit public recrutés en vertu de l'article 3 alinéa 1 et 2 (recrutement momentané ou pour faire face à un besoin ponctuel).

Or au sein de la CUB existent les agents titulaires et dans une moindre mesure les non titulaires, et la récente loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 encadrant le recours aux agents non titulaires vient confirmer cette coexistence en ouvrant la possibilité du recours au contrat à durée indéterminée dans la Fonction publique.

Les objectifs poursuivis :

- homogénéiser les règles de gestion des non titulaires par rapport à celles applicables aux personnels titulaires,

- garantir l'application de règles claires dans le domaine des recrutements de contractuels et une meilleure lisibilité, notamment lors de l'intégration d'agents non titulaires.

2- Mise en place d'une Politique de rémunération des agents non titulaires

Les principes de base de cette politique

- principe de compétence de l'assemblée délibérante en matière de fixation des modalités de rémunération,
- principe de correspondance entre niveau de rémunération, compétence et niveau de qualification du poste occupé,
- parallélisme des rémunérations des agents titulaires et non titulaires.

Définition et critères de cette rémunération

Les éléments constitutifs de la rémunération :

Des éléments obligatoires

- un traitement de base calculé en référence à un indice de la fonction publique,
- le supplément familial de traitement, dans les mêmes conditions que les fonctionnaires.

Des éléments accessoires

- le régime indemnitaire (lié aux grades ou aux fonctions) prévu par un texte législatif ou réglementaire et en vigueur à la CUB, quelque soit le type de contrat,
- les primes semestrielles, au titre du maintien des avantages acquis (article 111 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984).

NB : est exclue l'attribution de la NBI qui ne peut être étendue aux agents non titulaires.

Détermination de la rémunération :

La délibération créant l'emploi à pourvoir par contrat doit fixer le niveau de la rémunération

- l'espace indiciaire de référence : cet espace indiciaire de référence ne doit pas être inférieur à l'indice majoré minimum garanti (SMIC),
- la nature de l'emploi à occuper,
- les éléments accessoires au traitement.

Le contrat de travail doit fixer le montant de la rémunération :

- référence à un indice dans les limites de l'espace indiciaire fixé par l'organe délibérant,
- référence au régime indemnitaire correspondant à l'emploi mentionné dans la délibération,
- référence aux primes semestrielles.

Les critères de détermination :

Pour la détermination de l'emploi de référence

- le niveau de l'emploi occupé,
- la nature des fonctions occupées,
- le niveau de responsabilité.

Pour la détermination de l'indice de référence : prise en compte de l'ancienneté acquise sur un poste similaire

- le niveau de formation,
- le niveau d'expérience professionnelle (absence d'une période nécessaire d'adaptation et de formation) et l'âge.

Application de ces critères par type de recrutement

Article de la loi	Cas de recrutement	Critères de rémunération	Niveau de rémunération (traitement indiciaire + éléments accessoires)
Article 3 al 1	Remplacement momentané d'un agent titulaire (congés maternité, maladie, parental...)	<ul style="list-style-type: none"> - grade de l'agent remplacé - expérience dans un emploi similaire 	- rémunération comprise entre le 1^{er} échelon du grade de l'agent remplacé et la rémunération équivalente au grade et à l'échelon de l'agent remplacé.
Article 3 al 1	Vacance d'un emploi permanent qui ne peut être immédiatement pourvu	<ul style="list-style-type: none"> - grille indiciaire de l'emploi vacant - expérience dans un emploi similaire 	- rémunération comprise entre le 1^{er} échelon du grade de l'emploi vacant et la rémunération équivalente au grade de l'emploi vacant à un échelon tenant compte de l'ancienneté professionnelle.
Article 3 al 2	Faire face à un besoin saisonnier ou occasionnel (emploi non permanent)	- grille indiciaire des emplois de même niveau que celui de l'emploi à occuper	- rémunération à un échelon à déterminer en fonction de l'expérience professionnelle.
Article 3 al 4	Lorsqu'il n'existe pas de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes	<ul style="list-style-type: none"> - grille indiciaire d'un emploi dont les missions et qualifications (niveau de diplôme) sont équivalentes - expérience professionnelle dans le domaine. 	- rémunération équivalente au grade détenu par des agents titulaires occupant des missions et ou ayant des qualifications d'un niveau similaire à un échelon tenant compte de l'ancienneté professionnelle.
Article 3 al 5	Lorsque la nature des fonctions ou les besoins du service le justifie, pour les emplois de catégorie A.	<ul style="list-style-type: none"> - grille indiciaire de référence de l'emploi vacant. - expérience professionnelle et niveau de qualification. 	- rémunération équivalente au grade détenu par des agents titulaires occupant des missions et ou ayant des qualifications d'un niveau similaire à un échelon tenant compte de l'ancienneté professionnelle
Article 47	Recrutement sur emplois fonctionnels DG-DGA	<ul style="list-style-type: none"> - grille indiciaire de l'emploi de référence - expérience professionnelle et niveau de qualification 	- rémunération équivalente au grade et à la fonction de référence

Revalorisation de la rémunération

Le principe est celui de l'absence de déroulement de carrière, réservé aux seuls fonctionnaires.

Les agents non titulaires bénéficient des seules augmentations de la valeur de point, qui correspondent à un accroissement du traitement indiciaire.

Toute proposition de revalorisation de la rémunération sera faite par analogie aux évolutions de rémunérations du cadre d'emploi de référence.

Revalorisation en cas de renouvellement de contrat

Lors d'un renouvellement, la rémunération prendra en compte l'évolution des critères de détermination du contrat initial.

Revalorisation en cours de contrat à durée indéterminée

Dans le cas d'un agent sous contrat à durée indéterminée, sa rémunération fera l'objet d'un examen tous les trois ans. La rémunération prendra en compte l'évolution des critères de détermination du contrat initial.

En conséquence, la commission des ressources humaines consultée, il vous est demandé de bien vouloir donner votre accord sur ces mesures au profit des agents non titulaires de notre établissement.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 24 novembre 2006,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

**REÇU EN
PRÉFECTURE LE
7 DÉCEMBRE 2006**

M. BERNARD SEUROT